

SPUQ INFO

BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



2^e Numéro spécial : course au rectorat //

Les candidates au rectorat répondent aux questions du SPUQ

Le Comité de sélection de l'UQAM a retenu deux candidates dans la course au rectorat de l'UQAM : Magda Fusaro, vice-rectrice aux Systèmes d'information, et Corinne Gendron, professeure au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale et membre du Conseil d'administration de l'UQAM.

À chacune, nous avons fait parvenir quatre questions principales dont vous trouverez les réponses dans les pages suivantes, de même qu'une série de questions formulées par des déléguées et délégués syndicaux qui pourront trouver leurs propres réponses dans ce bulletin ou encore lors de la rencontre avec le corps professoral qui aura lieu le mardi 31 octobre 2017 à partir de midi en la Salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400).

RENCONTRE DU CORPS PROFESSORAL

avec

Madame Corinne Gendron (12 h 35 à 13 h 10)

Madame Magda Fusaro (13 h 15 à 13 h 50)

COURSE AU RECTORAT DE L'UQAM 2017

Mardi 31 octobre

Salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400), pavillon Judith-Jasmin

306
octobre 2017

SOMMAIRE //

- LES CANDIDATES RÉPONDENT AUX QUESTIONS DU SPUQ -1
- COURSE AU RECTORAT : QUESTIONS POUR LES CANDIDATES -2
- RÉPONSES DE MAGDA FUSARO AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE SPUQ -3
- RÉPONSES DE CORINNE GENDRON AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE SPUQ -6
- ARRIVÉES ET DÉPARTS -10

SCRUTIN
POUR LE RECTORAT
DU 1^{er} AU 7 NOVEMBRE



Course au rectorat : questions pour les candidates

// LE COMITÉ EXÉCUTIF

Quatre (4) questions générales posées par le SPUQ aux candidates au rectorat (chaque candidates dispose d'un maximum de 2 700 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions).

- Considérez-vous nécessaire d'améliorer le mode de fonctionnement de l'UQAM et, dans la mesure où la rectrice se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, comment comptez-vous y parvenir dans le respect du principe de collégialité qui en est à la base ?
- Au cours des dernières années, la réalisation de la mission académique a été mise à mal. Comment comptez-vous procéder pour accroître les ressources nécessaires à l'accomplissement et au soutien de la mission académique et au développement de l'enseignement, de la recherche et de la création à l'UQAM ?
- Lors de la dernière négociation de la convention collective SPUQ-UQAM, la direction a rompu avec le mode de négociation habituel de l'UQAM, ce qui a entraîné une forme de blocage qui s'est étendu durant de longs mois. Le SPUQ n'est pas le seul syndicat à avoir connu cette situation; toutes les négociations des conventions collectives à l'UQAM ont engendré des journées ou des menaces de journées de grève. Comment envisagez-vous les prochaines négociations et vos liens avec les membres de la communauté de l'UQAM ? Quelle importance accordez-vous aux syndicats et plus particulièrement au SPUQ ?
- Comment concevez-vous l'apport spécifique de l'UQAM au réseau universitaire québécois en tant que seule université publique à Montréal ? Comment ferez-vous reconnaître cette spécificité et comment vous y prendrez-vous pour obtenir tout le soutien nécessaire à l'atteinte de cette mission ?

// LES DÉLÉGUÉES, DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

Les réponses à ces questions peuvent être données à l'occasion des quatre (4) premières ou lors de la rencontre du 31 octobre 2017 avec les professeures, professeurs et maîtres de langue.

- Quelle analyse faites-vous de la structure actuelle de la haute direction, ainsi que des services centraux ? Qu'est-ce que vous changeriez, et en fonction de quels objectifs ?
- Envisagez-vous un bilan de la facultarisation et de revoir au besoin le nombre et la composition des facultés ?
- Que faut-il faire pour éviter une balkanisation de l'UQAM liée à la facultarisation ?
- Comment concevez-vous les pouvoirs des assemblées départementales, des comités de programmes et de la Commission des études ?
- Au sein de certaines facultés, plusieurs font le constat d'une place de plus en plus grande accordée à la directrice, au directeur administratif. Quelle est votre conception de son rôle ?
- Quel avenir envisagez-vous pour les petits programmes de l'UQAM ?
- L'augmentation de la moyenne cible est-elle une solution pour combler une partie du sous-financement ?
- Quels moyens envisagez-vous pour augmenter l'accessibilité aux études supérieures ?
- Quelle direction donnerez-vous au développement de la création et de la recherche, et plus spécifiquement, en ce qui concerne la recherche avec les collectivités ?
- Comment envisagez-vous d'agir pour ramener un climat de confiance et un esprit de communauté à l'UQAM ?
- Comptez-vous poursuivre dans le sens des demandes patronales formulées lors de la dernière négociation ? Que pensez-vous de ces demandes patronales ?
- Quelles sont, selon vous, les responsabilités de l'Université envers les savoirs et les peuples autochtones ?
- Que pensez-vous de l'initiative des universités Laval et McGill qui ont décidé de ne plus investir dans les énergies pétrolières ?



Réponses de Magda Fusaro aux questions posées par le SPUQ

* Chaque candidate dispose d'un maximum de 2 700 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions.

I. Considérez-vous nécessaire d'améliorer le mode de fonctionnement de l'UQAM et, dans la mesure où la rectrice se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, comment comptez-vous y parvenir dans le respect du principe de collégialité qui en est à la base ?

Oui, je crois que nous devons encore et toujours chercher à améliorer notre mode de fonctionnement. Non seulement, est-il impératif de le faire, mais certains règlements, politiques, directives et procédures sont à revoir pour actualiser nos modes de fonctionnement. Aucune organisation ne peut se vanter d'avoir atteint le nirvâna, en matière de gouvernance et de gestion ou d'être à ce point parfaite, qu'apporter des correctifs à ses pratiques ne serait même plus à l'ordre du jour ! Le « mille-feuille » administratif et la complexité de nos processus font en sorte que nous devons revoir le partage des droits et des responsabilités académiques et administratives dans le respect de nos instances. Viser l'amélioration de nos façons de faire constituera un objectif largement partagé dans la mesure où les buts et les moyens mis de l'avant seront en harmonie avec nos valeurs, notre culture, notre identité.

Nos valeurs constituent le socle de notre culture organisationnelle, c'est grâce à elles que nous pourrions améliorer le mode de fonctionnement de l'institution. L'accessibilité est certainement au cœur de notre identité. Dans ce domaine, peut-on faire plus ? Peut-on faire mieux ? Assurément ! Notre Université peut et doit relever ce défi qui est à l'origine même de notre fondation il y a 50 ans. Aujourd'hui, quels sont les principaux enjeux en matière d'accessibilité ?

- **L'accessibilité économique.** Améliorer et diversifier l'offre de bourses aux étudiantes, étudiants à tous les cycles, développer l'emploi étudiant sur les campus, développer des programmes intégrant formation et compensation économique dans certains domaines. Par exemple, le Département de philosophie a mis au point un programme de bourses d'admission au 3^e cycle constituées d'un montant en espèces sonnantes et trébuchantes, d'une charge de cours, et de contrats d'assistantats ou de recherche.
- **L'accessibilité socioculturelle.** Faire du recrutement ciblé, faciliter l'admission et le cheminement jusqu'à l'obtention du diplôme, renforcer le soutien, en particulier pour les étudiantes, étudiants en situation de handicap, autochtones, parents, des communautés culturelles, et étrangers.
- **L'accessibilité géographique.** Améliorer l'offre de formation dans les centres d'études universitaires qui permettent de rejoindre des personnes qui, autrement, ne pourraient aller à l'Université.

N'oublions pas qu'en 2016, l'UQAM accueillait 42 %¹ d'étudiantes, d'étudiants de première génération ! Or, l'accessibilité, il faut s'en préoccuper tout au long du cheminement étudiant, de l'admission à l'Université jusqu'à l'entrée sur le marché du

travail et tout au long du parcours académique : mesures de conciliation études-travail-famille, encadrement pédagogique, formation hybride et à distance, stage, notamment. Voilà des domaines où nous pouvons améliorer notre offre de programmes, de services, de soutien et d'accompagnement.

Les enjeux sont nombreux et les défis multiples : ils sont d'ailleurs à géométrie variable en fonction des programmes, des départements et des facultés. Et c'est là qu'intervient une autre valeur de l'UQAM : la collégialité ! La collégialité aux divers niveaux de décision et de participation représente le moyen de relever les défis de l'actualisation des modes de fonctionnement et de l'accessibilité. En effet, qui sont les mieux placés pour identifier les forces, les réussites, les bons coups et les pratiques gagnantes, mais aussi les difficultés, les problèmes et les solutions possibles ? Les comités de programme, les assemblées départementales, les conseils facultaires et autres instances sont des lieux tout désignés pour faire cela. Les professeures, professeurs, les maîtres de langue, les chargées, chargés de cours, les étudiantes, étudiants, les employées, employés sont les actrices et les acteurs avec lesquels nous devons travailler. Mieux cerner les besoins en étant à l'écoute des personnes et de leurs idées, leur donner les moyens de mettre en œuvre les projets qui les animent, c'est comme cela que j'entends la question de la « décentralisation ».

Pour améliorer notre fonctionnement, il faudrait promouvoir encore davantage certains traits spécifiques de l'UQAM : son audace, sa créativité et son inventivité. Pratiquer le débat, favoriser le respect des positions divergentes, et reconnaître notre diversité, voilà de quoi donner l'occasion non pas d'alimenter une vision passéiste et nostalgique de notre Université, mais plutôt une occasion de renouer avec la fébrilité et le bouillonnement créatif de nos origines pour regarder vers l'avenir en osant emprunter des voies nouvelles et en sortant des sentiers battus pour atteindre cet objectif toujours d'actualité que représente la démocratisation de l'enseignement supérieur.

Avec les années nous nous sommes enlisés dans un labyrinthe de procédures. Nous l'avons souvent déploré, mais peu a été fait pour redresser la situation. Revenir à l'UQAM des débuts, sans aucune nostalgie ni passéisme, c'est aussi être plus créatif lorsque vient le temps de mettre en place des processus décisionnels rapides et efficaces. Il faut encourager davantage les initiatives administratives qui nous simplifient le travail.

1. Quéré, S., *UQAM, EPGU*, 2016, SPARI, https://www.uquebec.ca/dri/html/ICOPE_2016_notes.htm.



2. Au cours des dernières années, la réalisation de la mission académique a été mise à mal. Comment comptez-vous procéder pour accroître les ressources nécessaires à l'accomplissement et au soutien de la mission académique et au développement de l'enseignement, de la recherche et de la création à l'UQAM ?

Il importe de déployer une vision et une stratégie visant tout à la fois un meilleur soutien gouvernemental, le développement de partenariats, la philanthropie, le maintien, voire la hausse de l'effectif étudiant et le partage des ressources.

a) Le soutien gouvernemental

Nous en discutons depuis des années, il faut passer à l'action. Nous devons revendiquer une *politique de financement* où la formule retenue ne pénaliserait pas des universités comme l'UQAM qui ne disposent pas de faculté de médecine ou d'école de génie, qui accueillent davantage d'étudiantes, d'étudiants de première génération, à temps partiel et ayant des besoins particuliers d'encadrement; une politique qui reconnaît des missions particulières (accessibilité par exemple) et qui tient compte des défis particuliers (milieu urbain, francophone et ouvert à la francophonie). Il faudra d'ailleurs continuer le travail amorcé depuis février 2017 sur les pondérations dans le cadre de la refonte des codes Clarder.

Nous devons revendiquer, aux côtés des autres universités, la mise en application des recommandations du Rapport Naylor² sur le soutien du gouvernement fédéral à la science et, surtout à la science fondamentale. Il importe également de faire reconnaître les sciences humaines et sociales qui ont, au fil des ans, marqué le développement et la mission de notre institution. Et ce n'est pas enfin, mais surtout, accroître le financement pour les arts et le développement de la recherche avec l'ensemble des partenaires qui soutiennent l'Université. Je pense entre autres aux milieux communautaires, associatifs, entrepreneuriaux et privés qui collaborent déjà avec l'UQAM.

Nous devons revendiquer un financement accru pour les *fonds de recherche du Québec*, incluant un meilleur soutien aux projets intersectoriels. La reconnaissance de nos instituts et de nos centres de recherche passe par la valorisation de l'inter et l'intra disciplinarité. Il faudra être plus réactif quant aux nouvelles opportunités de financement dans le cadre des programmes ministériels. Être en amont et non en aval des décisions!

Nous devons marteler l'importance de tous les secteurs du savoir, en rappelant que l'innovation n'est pas l'apanage des technologies, mais qu'il y a aussi l'innovation sociale, organisationnelle et culturelle. Développer des alliances avec d'autres établissements et des partenaires de la société civile pour rappeler l'importance de soutenir la recherche universitaire dans les champs des humanités, de l'éducation, du droit, et des sciences naturelles à l'heure où nos sociétés sont confrontées aux défis du décrochage, du suicide, de l'analphabétisme, de la radicalisation, des changements climatiques, pour ne nommer que ceux-là.

Depuis mon arrivée au Vice-rectorat aux systèmes d'information (VRSI), je me suis d'ailleurs employée sans relâche à discuter

avec les représentants du gouvernement du Québec. Le dialogue avec les divers paliers gouvernementaux est, non seulement possible, mais réalisable. Les projets menés depuis un an au Vice-rectorat aux systèmes d'information en sont la preuve; l'alliance « naturelle » avec l'Université du Québec et les établissements membres du Réseau est à privilégier. Nous sommes confrontés aux mêmes défis; la synergie et la mise en commun de nos forces constituent l'approche que je préconiserai pour obtenir un financement adéquat pour l'UQAM!

b) Les partenariats

Il faut rappeler l'importance d'assurer la diversité des formes de financement de la recherche qui valorisent l'expertise développée par nos professeures, professeurs et étudiantes, étudiants. Les partenariats doivent cependant se faire dans le respect de la liberté académique. Nous voulons du financement, mais pas à n'importe quel prix!

c) La philanthropie

La Fondation de l'UQAM s'emploie à susciter la philanthropie chez les personnes qui apprécient notre mission. Cette action est essentielle pour les bourses, les bibliothèques, les grands projets comme le rehaussement des équipements scientifiques, voire l'agrandissement des pavillons de l'UQAM, l'informatisation de nos laboratoires et centres de recherche. Il faut la soutenir et voir comment nos efforts peuvent être améliorés. Publiciser et renforcer les contacts avec les anciens de l'UQAM et les acteurs clés du milieu. L'UQAM peut et doit compter sur ses 251 000 diplômés qui souhaitent contribuer à la mission de leur *alma mater*. L'UQAM peut et doit les inviter à participer à ses activités de financement, bien sûr, mais elle doit aussi voir à leur intégration dans plusieurs activités de l'institution. Je pense ici aux stages qui pourront être développés pour les étudiantes, étudiants; je pense aux conférences et ateliers qui peuvent être organisés et qui se traduiront par une valorisation de l'image de l'UQAM auprès du grand public.

d) Le recrutement et le positionnement de l'UQAM

Enfin, qu'en est-il du recrutement et de l'accueil de nouvelles étudiantes et nouveaux étudiants? Favoriser le recrutement au premier cycle signifie également mettre en œuvre des mesures concrètes pour aider le cheminement d'étudiantes, d'étudiants aux profils diversifiés. Inciter nos étudiantes, étudiants à poursuivre leurs études aux cycles supérieurs implique nécessairement de développer une offre de bourses accessibles.

2. David Naylor *et al.*, Investir dans l'avenir du Canada. Consolider les bases de la recherche au pays, 2017, 277 p.



Attention, nos actions ne doivent pas s'inscrire dans une perspective clientéliste, ou de marchandisation du savoir, mais plutôt dans l'optique de rendre le savoir universitaire accessible à tous et à toutes. On peut et doit donner le *goût* des études universitaires, et le *goût* de l'UQAM, aux étudiantes, étudiants d'ici et d'ailleurs.

D'ailleurs, si l'on veut pouvoir disposer de plus de ressources, il nous faudra donner ce « goût de l'UQAM » non seulement à davantage d'étudiantes, d'étudiants, mais aussi aux partenaires externes et aux citoyennes, citoyens. La campagne majeure qui s'amorce, tout comme le 50^e anniversaire de l'UQAM, fournira l'occasion idéale de faire connaître la qualité de ce que l'on fait et l'ampleur de notre contribution en matière de recherche, d'enseignement et de service aux collectivités.

e) La collaboration et le partage des ressources

Collaboration et partage des ressources fournissent une autre façon d'accroître les ressources dédiées à l'académique, de

s'assurer de l'efficacité des pratiques de gestion, d'éviter les silos, et de simplifier les processus. C'est vrai au sein de notre université mais aussi plus largement du réseau de l'UQ, du Bureau de la coopération interuniversitaire, d'Universités Canada. Il y a des dossiers dont on peut partager les données, d'autres où on peut mettre en commun des expertises, des systèmes, des infrastructures. Quelques exemples illustreront mon propos : je pratique depuis plus d'un an le principe des vases communicants : un projet issu du Service des bibliothèques requiert des sommes financières, la contribution est faite à partir des budgets du VRSI. Un autre exemple : le projet *Dataverse* (une application Web en logiciel libre – *open source* – qui sert à l'archivage, au partage, à l'exploration, à l'analyse et la citation de données de recherche) pour l'ensemble des universités du Canada. Cela se fait et cela se fait facilement ! Il faut aplanir les obstacles à l'entrée et favoriser la collaboration budgétaire et le soutien entre les unités académiques et administratives. Là aussi, depuis un an, je mise avec les trois grands services du VRSI pour une approche transversale des projets, des besoins, et du financement.

3. Lors de la dernière négociation de la convention collective SPUQ-UQAM, la direction a rompu avec le mode de négociation habituel de l'UQAM, ce qui a entraîné une forme de blocage qui s'est étendu durant de longs mois. Le SPUQ n'est pas le seul syndicat à avoir connu cette situation; toutes les négociations des conventions collectives à l'UQAM ont engendré des journées ou des menaces de journées de grève. Comment envisagez-vous les prochaines négociations et vos liens avec les membres de la communauté de l'UQAM ? Quelle importance accordez-vous aux syndicats et plus particulièrement au SPUQ ?

Les syndicats, dans notre université, jouent un rôle important, essentiel. Ils sont – et doivent être – des interlocuteurs privilégiés pour la Direction. Notre défi consistera à développer la concertation et le dialogue parce que chacun sait que les questions budgétaires sont particulièrement sensibles. Nous devons parvenir à un certain consensus sur nos priorités et en prendre acte dans nos choix collectifs. Pour ce faire, la transparence est de rigueur ! Ne pas le reconnaître signifierait s'enliser dans un climat de méfiance délétère qui conduit à une radicalisation des positions. Cependant, c'est là une valse qui se danse à deux ! Nous devons nous assoir, discuter et partager nos points de vue pour parvenir à une compréhension commune de où nous voulons aller. Du dialogue, de la communication et de l'ouverture dépend la transparence.

Si nous parvenons à surmonter cela, à discuter des besoins et des demandes de manière sereine, en ayant à cœur pas seulement des intérêts immédiats et spécifiques, mais en visant le fonctionnement de l'institution au profit de l'ensemble de la communauté, nous arriverons à des résultats positifs. La rectrice de l'UQAM doit être la gardienne de nos intérêts collectifs. Elle a un rôle essentiel dans la mise en place d'un système qui favorise la coopération de toutes les instances de l'UQAM.

Si nous constituons une communauté – ce que je crois – notre fonctionnement devrait s'inspirer davantage du modèle de la coopérative plutôt que de celui de l'usine traditionnelle, fût-elle une fabrique d'idées. Dans un modèle coopératif, les membres ne sont pas dans un rapport d'extériorité à l'organisation ce qui demande solidarité, engagement, responsabilité et participation

aux décisions, les faciles comme celles qui imposent des choix difficiles. Ceci ne peut être atteint sans un haut niveau de transparence, de communication, d'information, de consultation et de participation.

Comment y parvenir ? Deux voies seront privilégiées :

- **la voie du dialogue.** Rencontres régulières avec l'ensemble des syndicats (de type intersyndicales), sur des sujets d'intérêt général, suivies de rencontres avec chaque syndicat, pour traiter des besoins ou des demandes spécifiques, en demeurant toujours axés sur la résolution de problèmes. Il faut aussi que les négociations soient menées par des personnes qui comprennent la spécificité de notre institution et qui sont habilitées à prendre de réels engagements.

- **la voie des projets rassembleurs.** Rien de tel pour rétablir la confiance que de travailler ensemble aux projets qui nous rassemblent et nous ressemblent. Je pense ici à deux grands chantiers, soit celui de la santé et de la qualité de vie au travail (santé physique et mentale, environnement, lieux conviviaux), et celui de l'accomplissement professionnel (soutien à la carrière, mobilité, reconnaissance).

4. Comment concevez-vous l'apport spécifique de l'UQAM au réseau universitaire québécois en tant que seule université publique à Montréal? Comment ferez-vous reconnaître cette spécificité et comment vous y prendrez-vous pour obtenir tout le soutien nécessaire à l'atteinte de cette mission?

À titre de rectrice, j'entends bien profiter de toutes les tribunes publiques (CORIM, CCMM, Cercle Canadien, médias) pour parler de l'UQAM, de notre apport, de nos contributions, de nos projets. Nous allons également, à la hauteur de nos moyens et de nos ressources bien sûr, assurer une présence dynamique dans tous les lieux de concertation existants, que ce soit à l'échelle locale (Table du faubourg St-Laurent, Partenariat du Quartier des spectacles, Quartier de l'innovation, Montréal International, Ville de Montréal, etc.), nationale (Bureau de la coopération interuniversitaire, Universités Canada) ou internationale (Agence universitaire de la Francophonie, UNESCO).

Nous allons renforcer notre présence et nos liens avec les différents paliers de gouvernement et ministères concernés par l'enseignement supérieur pour rappeler haut et fort notre existence, nos contributions, nos demandes. Mais faire reconnaître l'apport de l'UQAM exige plus que l'action d'une rectrice, d'une Direction, d'un Service des communications et de relations publiques... C'est une affaire qui nous concerne toutes et tous.

Il faut nous rendre plus visibles, sortir sur la place publique avec des messages forts et attractifs. Il faut parler de l'UQAM dans ses dimensions positives et ses projets, son dynamisme et ses réalisations. Avec la campagne majeure de la Fondation à l'hiver 2018 et les 50 ans de l'UQAM en avril 2019, l'occasion de mener une *opération de charme* n'aura jamais été aussi bonne. Ce sont des opportunités que nous devons saisir pour faire connaître les forces de notre institution et la contribution de l'UQAM au développement social, économique, culturel et scientifique du Québec.

Pour cela, il nous faudra cultiver la fierté. Si nous-mêmes, tous autant que nous sommes, ne prenons pas la défense de notre université, dans sa globalité et dans sa diversité, la reconnaissance externe souhaitée ne sera pas au rendez-vous. Nous devons devenir non seulement les héros de notre histoire, mais aussi les héros de l'UQAM. Étudiantes, étudiants, employées, employés, gestionnaires, diplômées, diplômés, partenaires, nous avons tous un rôle à jouer. Un rôle complémentaire mais essentiel à chaque niveau, dans chaque instance, dans chaque milieu où nous sommes présents! C'est en assumant notre rôle que nous *OSERONS L'UQAM!* □

Réponses de Corinne Gendron aux questions posées par le SPUQ

* Chaque candidate dispose d'un maximum de 2 700 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions.

1. Considérez-vous nécessaire d'améliorer le mode de fonctionnement de l'UQAM et, dans la mesure où la rectrice se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, comment comptez-vous y parvenir dans le respect du principe de collégialité qui en est à la base?

Comme peuvent en témoigner ceux qui ont connu les débuts de l'UQAM, non seulement un mode de fonctionnement collégial peut aller de pair avec une organisation efficace, mais il est le gage de décisions éclairées et innovantes qui se nourrissent des différents points de vue. En autant qu'elle soit bien structurée et exercée dans un climat de confiance et qu'elle n'occulte pas les remises en question et les nécessaires adaptations aux nouvelles réalités, la collégialité met à profit une intelligence collective garante de décisions pertinentes tout autant qu'elle contribue à leur légitimité.

Ces dernières années, attisées par le contexte budgétaire, des dissensions se sont exprimées à travers certaines instances que plusieurs ont montré du doigt comme si elles étaient à la source de l'immobilisme de l'UQAM. Je suis plutôt d'avis que les débats qui ont cours au sein des instances sont révélateurs des tensions qui existent plus largement au sein de l'institution, dont

certaines sont dues à des dysfonctionnements. Il est temps de se pencher plus directement sur ceux-ci, mais aussi de remettre à l'avant-plan de ces instances le développement académique global de l'UQAM; cela suppose une vision et davantage de coopération entre les facultés plutôt qu'une confrontation et des arbitrages constants à propos de ressources limitées. D'ailleurs, une plus grande transparence, une clarification des responsabilités et un plus grand respect des prérogatives des unités de base pourraient faciliter le travail des instances collégiales tout en améliorant plus largement le climat au sein de notre institution. Les compressions étant derrière nous, les discussions et les décisions peuvent enfin donner priorité au développement tout en tenant compte du cadre financier strict qui est le nôtre. L'heure est à la construction d'une perspective commune qui mise sur les synergies et le dialogue interfacultaire, interdépartemental, interdisciplinaire et intersectoriel que permettent nos instances transversales.



En tant que rectrice, je compte donner priorité au développement et m'appuyer sur le travail des instances pour définir les espaces de synergie et mobiliser les unités autour du succès des nouvelles initiatives qui seront mises de l'avant. Je compte ainsi réinvestir les instances de leur mission de développement stratégique et les mettre à profit pour que l'UQAM redevienne une force de proposition incontournable pour le Québec et la métropole montréalaise.

Il n'en reste pas moins qu'au cours des dernières années, les processus administratifs se sont considérablement alourdis alors même que le personnel de soutien a été réduit de manière drastique. Pour répondre à des exigences de reddition de comptes légitimes mais aussi en raison de la complexification des opérations, des mécanismes fastidieux se sont progressivement mis en place, souvent dédoublés aux différents échelons, qui accaparent un temps croissant de toutes les actrices, tous les acteurs impliqués dans l'UQAM. Il est impératif de s'attaquer à cette lourdeur bureaucratique qui paralyse bon nombre d'initiatives, et cela nécessite un plan d'action concret. Il existe en effet des outils, comme par exemple le modèle des coûts standards, qui permettent de s'attaquer directement aux processus inefficaces par une analyse et une simplification des

procédures et des chaînes décisionnelles¹. Dès janvier 2018, je mettrai en place des groupes de travail au niveau de chacune des facultés mais en lien constant en vue d'identifier les processus problématiques avec l'aide de toute la communauté et de nous engager dans un processus d'assainissement de nos procédures et de notre fonctionnement. Ces groupes de travail oeuvreront de concert avec les départements et les autres unités de base ainsi que les services à partir d'une feuille de route et d'objectifs précis, et pourront recueillir les témoignages de processus problématiques. En peu de temps, nous réussirons à fluidifier nos communications et nos opérations, ce qui dégagera du temps à chacune, chacun d'entre nous pour effectuer les tâches liées à nos responsabilités premières.

En améliorant notre fonctionnement, les efforts de tous et chacun ne seront plus entravés par des processus inadéquats, une confusion dans le partage des responsabilités, et des dédoublements de fonctions au sein de l'université. Ces améliorations faciliteront le travail de celles et ceux qui enseignent, créent et font de la recherche, mais favoriseront aussi les initiatives et renforceront la participation démocratique dans tous les grands dossiers.

2. Au cours des dernières années, la réalisation de la mission académique a été mise à mal. Comment comptez-vous procéder pour accroître les ressources nécessaires à l'accomplissement et au soutien de la mission académique et au développement de l'enseignement, de la recherche et de la création à l'UQAM?

Malgré une volonté de mettre l'académique au premier plan, les dernières années ont été totalement accaparées par l'exercice douloureux et difficile de compressions budgétaires drastiques. Celles-ci se sont notamment traduites par une réduction du personnel de soutien, au point de compromettre certaines activités pourtant essentielles comme le soutien technique dans les laboratoires et les lieux de création. Même si cette ère de compressions devrait être derrière nous, on ne peut envisager les prochaines années sans une stratégie claire concernant nos modalités et notre potentiel de financement.

Cette stratégie repose sur le préalable d'une consolidation de notre position comme acteur incontournable du développement et de la vitalité du Québec. En accueillant des étudiantes, étudiants de nouvelle génération et en rendant accessibles les études supérieures à un plus grand nombre, nous rendons un service inestimable à la société québécoise. Il est inconcevable que cette mission nous pénalise en raison des modalités actuelles de financement basées sur le barème de l'EEETP (effectif étudiant en équivalence au temps plein), sans compter que nos étudiantes, étudiants de première génération nécessitent un encadrement plus soutenu qui maximise leurs chances de réussite, mais requiert aussi des ressources additionnelles. À cela s'ajoute le système des codes CLARDER qui, en différenciant le financement attribué par discipline, désavantage les universités sans faculté de médecine ou école de génie. Les représentations auprès du gouvernement du Québec en regard de notre financement devront donc se faire sur deux fronts. Premièrement, aux côtés des autres universités

québécoises, il s'agira de plaider pour un meilleur financement de l'enseignement supérieur et de la recherche compte tenu des défis de nos sociétés du savoir, où la valeur ajoutée de l'économie repose prioritairement sur l'expertise de pointe et l'innovation. Deuxièmement, de concert avec le réseau de l'UQ, nous devons faire valoir notre rôle constructif pour le Québec et obtenir un niveau de financement qui reconnaît notre contribution à l'inclusion sociale et à l'accès aux études supérieures sur tout le territoire. Cela suppose une révision des barèmes de financement qui doivent justement faire l'objet d'une consultation au cours des prochains mois. Enfin, à l'échelle de la métropole, nous devons tisser un partenariat plus serré avec la ville de Montréal où se consolident d'importants chantiers de savoirs auxquels nous pourrions contribuer encore davantage, comme par exemple en intelligence artificielle.

En mettant en valeur notre contribution à la société québécoise, notamment à travers une campagne de visibilité de la direction, et en nous engageant dans des relations constructives avec les pouvoirs publics, nous serons mieux en mesure de négocier des conditions de financement équitables nous permettant de remplir notre mission. Dans cet esprit, je n'hésiterai pas à multiplier les interventions sur les tribunes de la scène

1. Voir par exemple Henrik Brinkmann *et al.*, « Comment réduire les lourdeurs bureaucratiques : l'application du modèle des coûts standards en Allemagne », *Revue française d'administration publique* 2010/3 (n° 135), p. 619-642.

montréalaise, québécoise et médiatique, afin de faire état de nos réalisations dans les domaines de pointe, en matière de créativité, d'innovation et de responsabilité sociales. L'UQAM a toujours été au premier plan des transformations sociales et reste une force de proposition incontournable pour le Québec de demain.

La consolidation de notre financement doit aussi s'ouvrir sur d'autres fronts. Bien entendu, il faut poursuivre les efforts de recrutement, tout spécialement aux cycles supérieurs, et accueillir davantage d'étudiantes, d'étudiants étrangers qui viendront enrichir notre communauté par leur diversité. Nous devons aussi attirer davantage de nouveaux arrivants en misant sur notre potentiel comme lieu d'intégration à la société québécoise, et en les soutenant grâce à un ambitieux programme de francisation. Enfin, nous pouvons accommoder les étudiantes, étudiants des couronnes nord et sud de Montréal désireux de poursuivre une formation professionnelle en développant nos campus régionaux de Laval, de Lanaudière et de Longueuil notamment.

En parallèle, la campagne majeure de la Fondation qui s'amorce permettra de financer de nouveaux projets, de soutenir nos étudiantes, étudiants et de revitaliser nos unités de recherche mises à mal par les récentes compressions et les taux de réussite parfois anémiques des programmes de financement de la recherche. Je serai aux premières loges de cette campagne en mettant notamment à profit mon réseau et mes partenaires.

Enfin, il faut envisager de nouvelles entrées de fonds en développant, par exemple, la formation professionnelle rendue obligatoire par plusieurs ordres. Nous pouvons aussi consolider certains centres de services (clinique de psychologie...). En développant et en élargissant à de nouvelles disciplines nos centres de perfectionnement et avec l'appui de notre service des partenariats, nous pouvons développer des projets adaptés à chaque communauté et obtenir des financements utiles à notre développement. Il est urgent d'investir le capital et le temps nécessaires pour tirer profit des occasions que nous ne saisissons pas aujourd'hui. L'accroissement de nos ressources passe entre autres par une mobilisation de notre expertise de même que par la coordination d'actions ciblées par la direction. Nos objectifs, concertés et partagés, devront faire l'objet d'un suivi rigoureux et continu.

Le chantier du financement et la consolidation de nos ressources n'est pas un dossier facile; il requiert de la crédibilité tout autant que de la persévérance et de la créativité. Mes réalisations passées, qu'il s'agisse de mes représentations auprès du gouvernement, de mon action sur la scène publique, de ma reconnaissance internationale ou des réseaux de collaboration que j'ai mis sur pied au fil des ans, témoignent tout à la fois de ma crédibilité et de ma ténacité, mais aussi de mon écoute et de mes habiletés relationnelles, des qualités essentielles pour mener à bien l'important chantier du financement de l'UQAM.

3. Lors de la dernière négociation de la convention collective SPUQ-UQAM, la direction a rompu avec le mode de négociation habituel de l'UQAM, ce qui a entraîné une forme de blocage qui s'est étendu durant de longs mois. Le SPUQ n'est pas le seul syndicat à avoir connu cette situation; toutes les négociations des conventions collectives à l'UQAM ont engendré des journées ou des menaces de journées de grève. Comment envisagez-vous les prochaines négociations et vos liens avec les membres de la communauté de l'UQAM? Quelle importance accordez-vous aux syndicats et plus particulièrement au SPUQ?

Depuis quelques années, les négociations syndicales au sein du secteur public québécois semblent être devenues plus difficiles, et le réseau universitaire ne fait pas exception. Les compressions des dernières années ont attisé les tensions entre les différents groupes constitutifs de l'UQAM qui ont tous subi, à des degrés divers, une dégradation de leurs conditions de travail (réduction des postes, diminution du soutien, pertes de marge de manœuvre, surcharge de travail...). Ce climat a mené à une rupture des communications entre la direction et plusieurs syndicats ainsi qu'avec les étudiantes, étudiants et même les cadres.

En vue de reconstruire un climat serein, il est essentiel de faire le bilan des compressions et des réorganisations des dernières années auprès de chacun des groupes et de proposer des mesures réparatrices, le cas échéant. Cet exercice préparatoire permettra d'amorcer la négociation des conventions collectives sur la base d'un diagnostic partagé, essentiel à la conclusion d'ententes négociées de bonne foi. Plus spécifiquement concernant les relations avec le SPUQ, dans un modèle de cogestion comme le nôtre, il est particulièrement dommageable d'aborder les relations de travail sur un modèle de confrontation, même si les divergences de points de vue sont inévitables. Un climat

de confiance suppose tout d'abord le respect du point de vue syndical et de ses analyses, de même qu'une transparence et un partage des données sur lesquelles se fondent les mesures et les solutions proposées. En effet, la direction ne peut se contenter d'informer la communauté de ses choix et de ses orientations; elle doit l'inviter à prendre part aux décisions en sollicitant les différents groupes sur les enjeux qui les concernent, mais aussi en donnant suite à leurs propositions.

C'est pourquoi je m'engage, dès mon entrée en poste en janvier 2018, à instaurer des rencontres de travail régulières avec le SPUQ, tout comme avec les autres syndicats, visant tout aussi bien à discuter de problèmes urgents qu'à échanger en continu à propos des enjeux vécus par le corps professoral. Il ne faut pas attendre l'échéance de la convention collective pour solutionner les problèmes, et le dialogue permanent permet de tester et d'élaborer progressivement des clauses pertinentes susceptibles d'être intégrées à la convention collective. Élément central des négociations, le budget fera l'objet de présentations publiques où pourront être questionnés, expliqués et discutés les choix et les priorités budgétaires en regard des paramètres financiers imposés aux institutions d'enseignement supérieur. Cet exercice



permettra aussi d'identifier des pistes d'optimisation des ressources en regard de notre mission académique. Je compte aussi travailler de concert avec le SPUQ pour identifier les irritants et œuvrer à l'assainissement des processus bureaucratiques qui grèvent une portion importante du temps des professeurs, professeurs et des autres acteurs de l'UQAM. Il faut aussi analyser plus directement les conditions de travail des professeurs et des professeurs et aborder la question de la conciliation travail – vie personnelle et familiale. Pour que tous puissent donner le meilleur d'eux-mêmes, notre milieu de vie doit être accueillant et serein tout en étant stimulant. C'est pourquoi il faut s'attaquer directement aux problèmes vécus par le corps professoral, notamment par les collègues en début et en milieu

de carrière, quant au stress, au surmenage, au harcèlement et à l'intimidation. Nous comptons en notre sein parmi les meilleurs spécialistes sur ces questions, dont l'expertise pourrait être mise à profit pour trouver des solutions en partenariat avec les services qui y sont déjà dédiés.

Bref, mon entrée en poste signera l'avènement d'un changement radical au niveau des relations direction-syndicat, qui seront désormais fondées sur la transparence, la confiance et la coopération. C'est par le dialogue et non par la confrontation que l'UQAM peut trouver, avec les syndicats, des terrains d'entente qui profiteront à tous en contribuant au succès de notre institution.

4. Comment concevez-vous l'apport spécifique de l'UQAM au réseau universitaire québécois en tant que seule université publique à Montréal? Comment ferez-vous reconnaître cette spécificité et comment vous y prendrez-vous pour obtenir tout le soutien nécessaire à l'atteinte de cette mission?

La naissance de l'UQAM, dont nous célébrerons bientôt les 50 ans, a marqué un point tournant de la révolution tranquille; elle participe du renouvellement de perspective où l'éducation n'est plus réservée à l'élite, mais devient un outil d'émancipation et de développement des personnes et des populations. C'est ainsi que l'UQAM représente, de par sa mission, l'engagement et l'ancrage du savoir dans la société, mais incarne aussi le changement et les transformations sociales. Non seulement l'UQAM est-elle au service de la collectivité et du bien commun, mais elle participe au développement et à la modernisation du Québec par ses innovations, ses propositions d'avant-garde et ses contributions aux débats de société.

C'est pourquoi l'UQAM est bien davantage qu'un lieu d'enseignement supérieur : c'est un lieu de recherche scientifique, de création, d'expérimentation, d'innovation, de diffusion et de service essentiel au développement de la collectivité montréalaise et québécoise. L'UQAM met à profit sa culture de créativité et d'avant-garde, mais aussi ses structures transversales pour répondre à une nouvelle vague de changements induite par de nouveaux enjeux et de nouveaux contextes mondialisés. Elle s'appuie sur la transdisciplinarité et le dialogue multidisciplinaire, sur l'apport des étudiantes et des étudiants d'origines diverses et de temporalités d'études variées, ainsi que sur ses partenariats avec des communautés tant scientifiques que de création et d'action pour incarner une véritable force de proposition.

Forte de la spécificité de l'UQAM et en m'appuyant sur le réseau de l'Université du Québec, je compte exercer un leadership auprès des autres universités montréalaises tant au sein qu'en marge du bureau de coopération interuniversitaire (BCI). En misant sur le caractère métropolitain de Montréal, consacrée meilleure ville universitaire du monde, il est possible de mener des projets susceptibles de contribuer à la vitalité de la métropole tout autant qu'à l'excellence de l'UQAM. Des partenaires d'envergure comme Montréal international, la Place des Arts et le Palais des congrès doivent être associés à nos efforts pour l'innovation, la créativité mais aussi l'inclusion et la diversité; il s'agit tout autant de nourrir la vitalité montréalaise

que de jouer un rôle moteur dans ce que seront le Montréal et le Québec de demain.

L'UQAM joue aussi un rôle de premier plan au sein de l'UQ, qui permet de rendre accessibles le savoir et les études supérieures sur l'ensemble du territoire québécois. Dès mon entrée en poste, je compte renforcer les liens avec l'UQ et ses constituantes de manière à maximiser les synergies et à développer des projets communs bénéfiques à l'ensemble du Québec. Je m'investirai par exemple dans la récente initiative majeure en santé mise de l'avant par l'UQ, qui permettra de rendre visible l'expertise encore trop méconnue du réseau dans le domaine et facilitera l'accès à de nouvelles sources de fonds.

J'ajouterais enfin que le caractère public de l'UQAM détermine non seulement sa mission, mais aussi sa gouvernance : je défendrai l'autonomie de l'UQAM afin qu'elle puisse assumer son rôle d'université majeure à Montréal, publique et progressiste. Pour que l'UQAM puisse faire évoluer son projet, soutenir ses ambitions et mobiliser des ressources, je m'engage à favoriser la collégialité dans les débats concernant la représentation et les modes de gestion de notre université. Enfin, l'UQAM doit prendre position et jouer un rôle décisif pour défendre le modèle d'université publique aux côtés des autres universités publiques à travers le monde. L'enseignement et la recherche sont actuellement en proie à des idéologies qui insistent sur le caractère fonctionnel de la formation en délaissant les dimensions plus critiques pourtant essentielles à la vitalité démocratique et au progrès social. À travers une solidarité universitaire internationale, l'UQAM peut faire valoir la pertinence des universités publiques et leur caractère distinctif en regard de l'engagement social et d'une perspective ouverte du savoir et surtout, faire valoir le caractère émancipatoire d'une éducation qui ne peut se réduire à la formation, néanmoins essentielle, d'une main-d'œuvre qualifiée et compétente. □

ARRIVÉES // Bienvenue aux collègues

Le Comité exécutif souhaite la plus cordiale bienvenue aux collègues dont les noms suivent, qui se sont joints au corps professoral de l'UQAM depuis le 1^{er} septembre 2016.

Ont été embauchés avec le statut de professeure, professeur régulier et de maître de langue régulier :

- Arts vis. et médiatiques : David W. Blatherwick
Adriana Oliveira
Julie Trudel
- Communication sociale et publique : Véronique Leduc
- Didactique : Olivier Arvisais
- Didactique des langues : Caroline Payant
Kathleen Sénéchal
Michael Zuniga
- École de langues : Min Sun (mdl)
Beau Ryan Zuercher (mdl)
- Éducation et form. spécialisées : Geneviève Audet
Yves De Champlain
Jean-Pierre Mercier
Martine St-Germain
- Éducation et pédagogie : Mélissa Bissonnette
France Gravelle
Réginald Savard
Marina Schwimmer
Philippe Charon
- Études littéraires : Jean Lagueux
- Études urbaines et toutistiques : Ahmad Al-Haji
Nam H. Nguyen
Kodjovi G. Assoe
- Finance : Daniel Ross
- Histoire : Ana Maria Anaya-Arenas
Marilène Cherkesly
Émilie Fortin-Lefebvre
Yasmina Maïzi
Sarrah Mamoghli
Marie-Douce Primeau
- Médias : Katharina Niemeyer
- Musique : Audrey Kristel Barbeau
- Organisation et ress. hum. : Mariline Comeau-Vallée
Dominic C. Martin
- Psychologie : Marina Doucerain
- Sciences biologiques : Claire Bénard
Cassandra Lazar
Alain Paquette
Maikel Rosabal Rodriguez
- Sciences de la Terre et de l'atmosphère : Francesco D. R. Pausala
- Sciences de l'activité physique : Mariève Blanchet
- Sciences comptables : Samia Jolin-Dahel
- Sciences des religions : Frédéric Dejean
- Sciences économiques : Philippe De Donder
Étienne Lalé
Florian Jean Mayneris
- Sciences juridiques : Olivier Barsalou
Doris Farget
- Sociologie : François Pizarro-Noël
- Stratégie, responsabilité sociale et environnement. : Alexie Labouze
- Travail social : Isabelle Dumont
Shawn-Renée Hordyk

Ont été embauchés avec le statut de professeure, professeur invité ou substitut :

- Arts vis. et médiatiques : Andrée-Anne Dupuis-Bourret (inv.)
- Danse : Todd Lawrence Stone (invité)
- Design : Michèle Champagne (invitée)
- Éducation et form. spécialisées : Marie-Lou Caisse (invitée)
Marie-Josée Larin (invitée)
- Management et techn. : Régis Barondeau (substitut)
- Médias : Jean-Pierre Esquenazi (invité)
Julie Morel (invitée)
- Sciences comptables : Brigitte Alepin (invitée)
- Sciences juridiques : Elise Hansbury (substitut)
- Théâtre : Catherine Desjardins-Jolin (invitée)
Antoine Laprise (invité)



DÉPARTS // Merci de votre dévouement

Le Comité exécutif salue les collègues dont les noms suivent, qui ont quitté l'UQAM récemment. Nous les remercions pour les services rendus à l'Université et leur souhaitons une excellente retraite ou une fructueuse nouvelle carrière.

- Arts visuels et médiatiques : François Lacasse
Michel Martineau
Anne Ramsden
Pierre Pichet
- Chimie :
- Communication sociale et publique : Michèle Isis Brouillet
Charles Perraton
- Design : Angéla Grauerholz
Koenraad De Winter
- Didactique des langues : France Boutin
Lucie Godard
- École de langues : Misa Hirai
- Éducation et form. spécialisées : Nicole Carignan
Raymonde Gosselin (démission)
- Éducation et pédagogie : Nancy Lachance (démission)
Pierre Toussaint
- Études urbaines et touristiques : Denis Proulx
- Histoire : Janick Auberger
Paul-André Linteau
- Histoire de l'art : Gilles Lapointe
- Informatique : Daniel Memmi
Abdellatif Obaid
- Linguistique : Louissette Emirkanian
Marie Labelle
Anne Rochette
- Management et technologie : Isabelle Bonneau (démission)
Serge Carrier
Danielle Laberge
- Marketing : Pierre Filiatrault
Marianne Julien
- Mathématiques : Philippe Jonnaert
Guy Jumarie
Glen Shorrock
- Médias : Jean-Claude Bruger
Michel Caron
- Organisation et ress. hum. : Carole Lamoureux
- Psychologie : Danielle Julien
André Marchand
- Science politique : Lucille Beaudry
- Sciences biologiques : Lucie Lamontagne
Monique Lortie
Pedro Peres-Neto (démission)
Laurent Poliquin
- Sciences comptables : Danielle Gagnon-Valotaire
Claude Pilote
- Sciences de la Terre et de l'atmosphère : Hanika Rizo (démission)
Laxmi Sushama (démission)
- Sciences des religions : Mona Abbondanza
- Sciences juridiques : Martine Lachance
Jean-Pierre Villaggi
- Sexologie : Michel Goulet
- Sociologie : Sébastien Mosbah (démission)
- Théâtre : Alain Fournier

Nous regrettons par ailleurs les décès de *Hassan El Ibrami* du Département des sciences comptables, de *Claude Besner* du Département de management et technologie, de *Lori A. Morris* du Département de linguistique, de *Jacques Hébert* de l'École de travail social, et de *Sylvie Laliberté* du Département des sciences biologiques.

AVIS DE SCRUTIN POUR LA DÉSIGNATION AU RECTORAT

Du 1^{er} au 7 novembre



Votez

www.uqam.omnivox.ca



Magda Fusaro

www.magdafusaro-rectorat2017.uqam.ca



Corinne Gendron

www.corinnegendron-rectorat2017.uqam.ca

306
octobre 2017

SPUQ-INFO, UQAM
BUREAU A-R050
C.P. 8888, SUCCURSALE CENTRE-
VILLE
MONTRÉAL, QUÉBEC, H3C 3P8

TÉLÉPHONE : (514) 987-6198
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-3014
COURRIEL : spuq@uqam.ca

SITE INTERNET :
<http://www.spuq.uqam.ca>

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO//
Magda Fusaro
Corinne Gendron



BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL